

Formation syndicale

Convention collective de travail relative à la formation syndicale, conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique le 10 juillet 2001.

Champ d'application

Article 1. - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique et aux employés dont les fonctions sont reprises dans la classification des fonctions fixée par cette commission paritaire.

Article 2. - La présente convention collective de travail règle l'application de l'article 7 de l'accord interprofessionnel du 15 juin 1971 concernant la formation syndicale.

Organisation de la formation syndicale

Article 3. - En vue de participer à des cours de formation ou de perfectionnement organisés par les organisations syndicales représentatives, les membres effectifs ou suppléants des conseils d'entreprise, des comités pour la prévention et la protection au travail et des délégations syndicales, à concurrence de 150 délégués maximum par an pour l'industrie chimique, sont autorisés à participer aux dits cours pendant 12 jours maximum sur deux ans.

Ces absences ne peuvent pas être supérieures à 6 fois deux jours ou 4 fois trois jours par participant, sauf dérogation accordée par l'employeur dans la limite des douze jours biennaux.

L'effectif de 150 participants est réparti de commun accord entre les organisations syndicales signataires.

Article 4.

- a) Les organisations syndicales signataires communiqueront à la Fédération des industries chimiques, au moins deux semaines avant le début des cours, les noms des participants et des entreprises où ils sont occupés.
- b) Les organisations syndicales avertiront les employeurs par écrit des dates d'absence de leurs membres au moins deux semaines à l'avance.
- c) L'employeur répondra dans un délai de deux semaines, à dater de la réception de la lettre de demande recevable de participation à un cours de formation ou de perfectionnement syndical.
- d) Eu égard aux problèmes d'organisation du travail et en vue d'éviter au maximum toute perte de production, les organisations syndicales veilleront à éviter qu'un trop grand nombre de leurs membres d'une même entreprise ne soient désignés en même temps en vue de suivre ensemble les cours de formation.

Par ailleurs, elles faciliteront le remplacement des employés absents. Certaines circonstances, telles l'absence d'autres employés au même poste de travail, peuvent rendre l'absence impossible sous peine de désorganiser la bonne marche de l'entreprise. Dans ce cas, l'employeur informera l'organisation syndicale intéressée et facilitera le remplacement du délégué empêché.

4

L'organisation syndicale intéressée communique le nom du nouveau participant au moins une semaine à l'avance.

Les litiges qui pourraient naître à ce sujet entre l'employeur et les délégués syndicaux ou les organisations syndicales feront l'objet d'une intervention de bons offices entre la Fédération des industries chimiques et l'organisation syndicale intéressée.

- e) Les délégués qui sont invités à assister à ces journées de formation prouveront, par un document justificatif, qu'ils y ont effectivement participé.

Article 5. -

- a) Chaque année, les organisations syndicales communiquent l'agenda des cycles de formation à la Fédération des industries chimiques, quel que soit le niveau auquel ceux-ci sont organisés.
- b) La formation économique et sociale doit permettre aux représentants des employés d'acquérir des connaissances complémentaires utiles à leur mission au sein de l'entreprise et cela dans l'intérêt de toutes les parties.

Article 6. -

- a) Les représentants des employés, à concurrence d'un délégué maximum par unité technique d'exploitation et par organisation syndicale signataire, peuvent s'absenter une fois par an pendant une journée pour assister à un congrès syndical organisé par les organisations syndicales signataires.
- b) Les membres des comités nationaux ont la faculté de s'absenter de leur travail afin de participer aux réunions des comités nationaux organisés par les organisations syndicales signataires.
Ces absences ne peuvent dépasser quatre jours de travail par an.
- c) En ce qui concerne les congrès syndicaux, les organisations syndicales s'engagent à avertir par écrit les employeurs concernés au moins deux semaines à l'avance et au moins sept jours à l'avance pour les réunions des comités nationaux.

Article 7. - Pour les absences visées aux articles 3 et 6, les intéressés toucheront la rémunération qu'ils auraient normalement perçue s'ils avaient travaillé.

Financement de la formation syndicale des représentants des employés et de la prime syndicale

Article 8. - Une réserve financière est constituée avec effet au 1er janvier 1996 ayant pour but le financement de la formation syndicale des représentants des employés de l'industrie chimique à concurrence d'un montant maximal de 74.368,06 € par année; pour la période du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2002, le montant maximal précité de 74.368,06 € est porté à 99.157,41 €.

4

Avec effet au 1er janvier 2002, cette réserve financière assure en outre la couverture d'une partie de la cotisation syndicale annuelle des syndiqués parmi les employés visés à l'article 1er, et ce à concurrence d'un montant annuel de 1.536.939,85 €.

Article 9. - La réserve financière visée à l'article 8 est constituée par une cotisation annuelle versée par les employeurs visés à l'article 1er.

Article 10. - La Fédération des industries chimiques de Belgique est chargée de recueillir les cotisations visées à l'article 8.

Ces sommes sont versées à un compte bancaire désigné par la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique.

Article 11. - Un groupe de travail composé paritairement de cinq délégués des organisations syndicales et de cinq représentants des employeurs membres de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique est instauré par la Commission paritaire précitée. La présidence en est assumée par le président de cette Commission paritaire.

Ce groupe de travail est chargé d'examiner les différentes affectations proposées des avantages prévus, ainsi que toute question relative à l'application de la présente convention collective de travail, notamment le contrôle de l'affiliation aux organisations syndicales, etc.

Article 12. - Les organisations syndicales représentées au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique font connaître au groupe de travail, après concertation, la clé de répartition entre elles de la réserve financière.

Article 13. - L'octroi d'un avantage aux employés syndiqués, réglé par la présente convention collective de travail, exclut toute revendication dans ce domaine sur le plan des entreprises et du secteur, et est subordonné au respect de la paix sociale dans les entreprises visées à l'article 1er de la présente convention collective de travail.

Dispositions finales

Article 14. - La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail relative à la formation syndicale des employés conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique le 4 mai 1999.

Article 15. – Passage à l'Euro

Les articles ou éléments d'articles figurant à la première ligne ainsi que dans la première et quatrième colonne de la (ou des) ligne(s) suivante(s) du tableau ci-dessous, se rapportent à la présente convention collective de travail.

Pour les montants exprimés en euro dans la deuxième colonne du tableau, les montants exprimés en francs belges dans la troisième colonne sont valables à partir du jour d'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2001.

Art. 8		Art. 8	
	EUR	BEF	
Alinéa 1er	74368,06 99.157,41	3.000.000 4.000.000	Eerste lid
Alinéa 2	1.536.939,85	62.000.000	Tweede lid

Article 16. - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2001 et est conclue pour une durée indéterminée.

Les dispositions de la présente convention collective de travail peuvent être dénoncées par chaque partie au plus tôt le 1er octobre 2002 moyennant le respect d'un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée adressée au président de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique. Ce délai de trois mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au président, le cachet de la poste faisant foi. Le président informe les parties de cette dénonciation.

La présente convention collective de travail sera déposée au greffe de l'Administration des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail et la force obligatoire par arrêté royal sera demandée.

Syndicale vorming

Collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de syndicale vorming, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid op 10 juli 2001.

Toepassingsgebied

Artikel 1. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en op de bedienden waarvan de functies zijn opgenomen in de classificatie der functies, vastgesteld door dit paritair comité.

Artikel 2. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst regelt de toepassing van artikel 7 van het interprofessioneel akkoord van 15 juni 1971 over de syndicale vorming.

Organisatie van de syndicale vorming

Artikel 3. - Met het oog op de deelneming aan opleidings- of vervolmakingscursussen, ingericht door de representatieve syndicale organisaties, zijn de effectieve of plaatsvervangende leden van de ondernemingsraden, van de comités voor preventie en bescherming op het werk en van de syndicale delegaties, ten belope van ten hoogste 150 afgevaardigden per jaar voor de chemische nijverheid, gemachtigd gedurende ten hoogste 12 dagen per 2 jaar aan genoemde cursussen deel te nemen.

Die afwezigheden mogen niet langer duren dan 6 maal twee dagen of dan 4 maal drie dagen per deelnemer, behalve afwijking toegestaan door het ondernemingshoofd binnen de grens van de twaalf tweejaarlijkse dagen.

Het effectief van 150 deelnemers wordt bij gemeenschappelijk akkoord tussen de ondertekenende syndicale organisaties verdeeld.

Artikel 4.

- a) De ondertekenende syndicale organisaties zullen aan de Federatie van de chemische industrie ten minste twee weken voor de cursus de namen van de deelnemers laten kennen alsmede de ondernemingen waar zij tewerkgesteld zijn.
- b) De syndicale organisaties dienen de werkgevers schriftelijk, ten minste twee weken vooraf, de data mede te delen waarop hun leden afwezig zullen zijn.
- c) Een termijn van twee weken vanaf de datum van ontvangst van de brief wordt vastgelegd waarin de werkgever zal antwoorden op een ontvankelijke aanvraag tot het bijwonen van een syndicale opleidings- en/of vervolmakingscursus.
- d) Gezien de problemen in verband met de organisatie van het werk en om elk productieverlies zoveel mogelijk te vermijden, dienen de syndicale organisaties ervoor te zorgen te voorkomen dat een te groot aantal van hun leden van éénzelfde onderneming tegelijk zouden aangewezen worden om samen opleidingscursussen te volgen.

Zij zullen de vervanging van de afwezige leden trouwens vergemakkelijken. Sommige omstandigheden, zoals de afwezigheid van andere bedienden op dezelfde werkpost, kunnen de afwezigheid onmogelijk maken, op gevaar af dat de goede gang van de onderneming zou

✱

ontwricht worden. In dat geval zal de werkgever de geïnteresseerde syndicale organisatie verwittigen en de vervanging van de verhinderde afgevaardigde vergemakkelijken. De geïnteresseerde vakbond deelt minstens één week voor de aanvang van de cyclus de naam van de nieuwe deelnemer mede.

In de geschillen die daarover tussen de werkgever en de syndicale afgevaardigden of de syndicale organisaties zouden kunnen ontstaan, zal door de Federatie van de chemische industrie en de betrokken syndicale organisaties bemiddeld worden.

- e) De afgevaardigden die verzocht worden die vormingsdagen bij te wonen, dienen aan de hand van een bewijsstuk aan te tonen dat zij er werkelijk aan deelgenomen hebben.

Artikel 5. -

- a) De syndicale organisaties delen aan de Federatie van de chemische industrie de agenda mee van elke vormingscyclus, op welk niveau deze vorming ook ingericht wordt.
- b) De economische en sociale vorming moet de vertegenwoordigers van de bedienden de gelegenheid bieden aanvullende kennis op te doen die nuttig is voor hun opdracht in de schoot van de onderneming, en dat in het belang van alle partijen.

Artikel 6. -

- a) De vertegenwoordigers van de bedienden mogen, ten belope van ten hoogste één afgevaardigde per technische bedrijfseenheid en per ondertekenende syndicale organisatie, éénmaal per jaar gedurende één dag wegblijven om een syndicaal congres bij te wonen dat door de ondertekenende syndicale organisaties ingericht wordt.
- b) De leden van de nationale comités mogen afwezig zijn om deel te nemen aan de vergaderingen van die comités, ingericht door de ondertekenende syndicale organisaties.

Deze afwezigheden mogen in het totaal de 4 werkdagen per jaar niet overschrijden.

- c) Wat de syndicale congressen betreft verbinden de syndicale organisaties er zich toe de betrokken werkgevers ten minste twee weken vooraf, schriftelijk daarvan op de hoogte te brengen en ten minste zeven dagen te voren voor de vergaderingen der nationale comités.

Artikel 7. - Voor de afwezigheden, vermeld in de artikels 3 en 6, zullen de betrokkenen de bezoldiging ontvangen die ze normaal zouden getrokken hebben indien zij gewerkt hadden.

Financiering van de syndicale vorming van de afgevaardigden van de bedienden en van de syndicale premie

Artikel 8. - Met ingang van 1 januari 1996 wordt een financiële reserve samengesteld met het doel de syndicale vorming van de vertegenwoordigers van de bedienden van de scheikundige nijverheid te financieren, tot een maximumbedrag van 74.368,06 € per jaar; voor de periode van 1 januari 2001 tot 31 december 2002 wordt voornoemd maximumbedrag van 74.368,06 € op 99.157,41 € gebracht.

Met ingang van 1 januari 2002 zorgt deze financiële reserve bovendien voor de dekking van een gedeelte van de jaarlijkse bijdrage van de gesyndiceerden onder de in artikel 1 bedoelde bedienden, ten belope van jaarlijks 1.536.939,85 €.

Artikel 9. - De financiële reserve bedoeld in artikel 8 wordt samengesteld door een jaarlijkse bijdrage, gestort door de werkgevers bedoeld in artikel 1.

Artikel 10. - De Federatie van de chemische industrie van België wordt belast met het innen van de in artikel 8 bedoelde bijdragen.

Deze bedragen worden op een door het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid aangeduide bankrekening gestort.

Artikel 11. - Door het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid wordt een werkgroep opgericht, paritair samengesteld uit vijf afgevaardigden van de syndicale organisaties en uit vijf vertegenwoordigers van de werkgevers, leden van het voornoemd paritair comité. Het voorzitterschap ervan wordt waargenomen door de voorzitter van dit paritair comité.

Deze werkgroep wordt belast met het nazicht van de verschillende voorgestelde toepassingen van de voorziene voordelen, alsmede elke kwestie betreffende de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, namelijk de controle op de aansluiting bij de vakorganisaties, enz. te onderzoeken.

Artikel 12. - De vakorganisaties vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid laten aan de werkgroep, na onderling overleg, de wijze van verdeling onder hen van de financiële reserve kennen.

Artikel 13. - Het toekennen van een voordeel aan de gesyndiceerde bedienden, geregeld door deze collectieve arbeidsovereenkomst, sluit op dit gebied elke eis op het niveau van de ondernemingen en de sector uit, en is ondergeschikt aan de naleving van de sociale vrede in de ondernemingen bedoeld in artikel 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Slotbepalingen

Artikel 14. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst houdende coördinatie van de syndicale vorming voor bedienden gesloten op 4 mei 1999 in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid.

Artikel 15. – Overgang naar de Euro

De artikelen of onderdelen ervan die in de eerste rij en de eerste en vierde kolom van de volgende rij(en) van onderstaande tabel worden vermeld, hebben betrekking op deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de tweede kolom van de tabel gelden vanaf de dag van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de derde kolom.

Art. 8		Art. 8	
	EUR	BEF	
Alinéa 1er	74.368,06	3.000.000	Eerste lid
	99.157,41	4.000.000	
Alinéa 2	1.536.939,85	62.000.000	Tweede lid

Artikel 16. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2001 en is gesloten voor onbepaalde duur.

De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst kunnen door elk der partijen worden opgezegd ten vroegste op 1 oktober 2002 en mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid. De termijn van drie maanden begint te lopen vanaf de datum waarop de aangetekende brief aan de voorzitter wordt toegezonden. De poststempel geldt als bewijs. De voorzitter stelt de partijen op de hoogte van deze opzegging.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst zal worden neergelegd ter griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie voor Tewerkstelling en Arbeid en de algemeen verbindende kracht wordt gevraagd.